

Zaki Laïdi

La norme sans la force



SciencesPo
Le trait de la publication
Les Presses

La norme sans la force



SciencesPo.
Les Presses

La norme sans la force
L'énigme de la puissance européenne

Zaki Laïdi

2^e édition entièrement refondue



SciencesPo.
Les Presses

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)

La Norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne / Zaki Laïdi – 2^e édition entièrement refondue – Paris : Presses de Sciences Po, 2008.

ISBN 978-2-7246-1088-8

RAMEAU :

- Gouvernance : Pays de l'Union européenne
- Union européenne : 1990-...
- Communauté internationale : 1990-...
- Grandes puissances : 1990-...
- Souveraineté

DEWEY :

- 341.23 : Droit des organisations internationales, organisations de l'Union européenne

Public concerné : public intéressé

Photographie en couverture :

Lignes animées par Frantisek Kupka

Droits d'auteur : © ADAGP

Crédit photographique : © Photo CNAC/MNAM, Dist. RMN/Droits réservés

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© 2008. PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

ISBN - version PDF : 9782724682403

Aux fistons

SOMMAIRE

	<i>Introduction</i>	9
<i>Chapitre 1 /</i>	UNE PUISSANCE BIEN PARTICULIÈRE	17
	Qu'est-ce qu'une grande puissance ?	18
	L'évitement de la puissance	30
	<i>Hard power, soft power et smart power</i>	35
	Europe : une puissance par le marché	43
	L'impossible parallèle américain	46
	Une puissance sans point de capiton	53
<i>Chapitre 2 /</i>	LA PUISSANCE PAR LA NORME	63
	Qu'est-ce qu'une puissance normative ?	69
	La norme contre la puissance ?	74
	Pourquoi l'Europe préfère la norme ?	84
	Gouvernance européenne et gouvernance mondiale	88
<i>Chapitre 3 /</i>	LES PRÉFÉRENCES SOCIALES	
	DE L'EUROPE DANS LA MONDIALISATION	95
	Le refus de la <i>Realpolitik</i>	98
	La croyance en la force socialisatrice du commerce	111
	La fable de l'« idiot utile »	117
	La défense des valeurs non marchandes	134
	La préférence européenne pour l'environnement	136
	L'aversion au risque	143
	La défense de la multifonctionnalité de l'agriculture	150
	Les préférences collectives comme doctrine ?	155

<i>Chapitre 4 /</i>	NORME ET GÉOPOLITIQUE	165
	La norme comme produit de la force	165
	Les limites de la norme	168
	La politique de voisinage ou la géopolitique par la norme	173
	La norme européenne est-elle russo-compatible ?	183
	Normes, géopolitique et énergie	189
	La Charte de l'énergie :	
	révélateur du malentendu euro-russe	191
	Parler d'une seule voix ?	198
	Les États membres et la Russie	199
 <i>Chapitre 5 /</i>	 GOVERNANCE EUROPÉENNE ET SOUVERAINISME AMÉRICAIN	 209
	Les performances normatives de l'Europe	212
	Pourquoi l'Europe fait mieux ?	213
	La préférence pour la souveraineté partagée	229
	La contre-révolution américaine	231
	Le révisionnisme juridique américain	235
	L'offensive contre la gouvernance mondiale	238
	Feu sur l'Europe !	242
 <i>Chapitre 6 /</i>	 FAUT-IL CONSTITUTIONNALISER L'ORDRE MONDIAL ?	 247
	Le tableau baroque du monde	248
	Les dangers d'une constitutionnalisation de l'ordre mondial	253
 <i>Conclusion /</i>	 UNE PUISSANCE NORMATIVE SANS PUISSANCE NARRATIVE ?	 261
	<i>Bibliographie</i>	269
	<i>Index des noms</i>	287

Introduction

La crise géorgienne de l'été 2008 a ramené l'Europe à une réalité dont elle pensait s'être débarrassée pour l'avoir elle-même trop longtemps éprouvée. Celle où s'expriment sans retenue rapports de force et de puissance, celle où les « passions » comme l'orgueil, l'humiliation ou la revanche s'épanouissent sans complexe face à la logique froide du droit, de la norme, de la négociation ou de la coexistence entre les minorités.

L'Europe qui, depuis 1957, s'est construite sur la norme et dont le projet politique qu'elle porte au plan mondial peut être qualifié de « projet normatif » peut-elle être crédible dans un tel monde ? Dit autrement, un « projet normatif » a-t-il un sens, sans s'adosser à un « projet géopolitique » ? Telle est la question centrale de ce livre.

Si l'on avait posé cette question au début des années 1990 et au lendemain de la guerre froide, la réponse se serait imposée d'elle-même. En effet, une fois réunifiée et dépouillée des conflits idéologiques qui l'avaient traversée, l'Europe pouvait légitimement croire que le développement spectaculaire de l'interdépendance économique couplé à l'érosion des clivages idéologiques permettraient non seulement d'étendre le modèle européen à la partie de l'Europe qui en avait été privé, mais de le rendre plus attractif au reste du monde. Cet optimisme implicite n'était au demeurant pas déraisonnable. En effet, l'interdépendance économique fondée sur des rapports garantis par le droit a historiquement presque toujours été bénéfique à ceux qui la pratiquaient. L'Europe est d'ailleurs l'ensemble géopolitique qui est allé le plus loin dans ce sens, car à l'interdépendance économique garantie par l'État de droit, il a rajouté un élément historique inédit : le partage de la souveraineté politique entre des États qui s'étaient longtemps fait la guerre.

L'attractivité de ce modèle n'est d'ailleurs guère démentie à ce jour. Il y a beaucoup plus de candidats à l'entrée dans l'Union européenne (UE) que de places offertes en son sein. Et il y a fort à parier que cet écart ne cessera de croître, compte tenu des réticences des Européens à étendre à de nouveaux membres le cadre politico-juridique qui est le leur depuis 1957.

Mais si l'Union européenne est si attractive et si l'on n'a guère trouvé d'alternative crédible au triptyque « État de droit, économie de marché et démocratie », où réside donc la difficulté existentielle de l'Europe ? Comment interpréter ce sentiment croissant de malaise qu'éprouvent les Européens quant à leur capacité à influencer le monde ? Pourquoi cette crainte collective de ne pas être à la hauteur des « enjeux du monde » dès qu'une crise politique surgit à sa périphérie ? À cela il y a plusieurs raisons.

La première tient au fait que les promesses, largement tenues, de la « prospérité par le marché » véhiculées par le projet européen ne parviennent plus à enclencher une dynamique d'unification politique. Le modèle européen apparaît attractif parce qu'il génère de la prospérité sans fondamentalement altérer l'identité politique souveraine des États membres. Plus encore, beaucoup de nouveaux membres de l'Union voient dans leur adhésion un droit qui ne leur impose aucune contrepartie en termes de partage de souveraineté politique. C'est une rupture essentielle qui explique pourquoi, depuis la création de la monnaie unique, les Européens n'ont été capables ni de porter un nouveau projet commun ni de lier l'élargissement à un nouvel approfondissement. Pour contourner cet obstacle, l'Europe s'est lancée dans une nouvelle aventure institutionnelle qui, malgré son extrême modestie, s'est fracassée en 2005 sur les « non » français et néerlandais avant de trébucher de nouveau face au « non » irlandais de 2008.

Pour la plupart des États européens, surtout pour les nouveaux États membres, l'entrée dans l'Union est une garantie d'accès à la prospérité et non à la sécurité qui, elle, est fondamentalement vue comme une prérogative nationale liée à l'OTAN. Ce découplage entre intégration économique et intégration politique est d'autant plus fort que les enjeux de sécurité européenne, que l'on croyait réglés par la fin des conflits yougoslaves, reviennent en force. À l'étanchéité politique absolue entre l'Est et l'Ouest s'est substituée une porosité fragile et instable entre l'Europe et la Russie que les derniers élargissements ont réveillée pour des raisons tant géographiques que politiques. Géographiques dans la mesure où l'Union européenne est devenue frontalière de la Russie. Politiques parce que les nouveaux pays frontaliers de la Russie ne sont pas en meilleurs termes avec celle-ci. L'Europe élargie et la Russie ont désormais un voisinage commun et, sur l'avenir de celui-ci, elles n'ont pas forcément la même vision des choses. Ce problème est accentué par le fait que les Européens eux-mêmes n'ont pas la même perception de cet enjeu. Face à la Russie cette dispersion est flagrante malgré des positions de principe consensuelles.

Malgré tous les efforts du monde, l'Espagne, très éloignée de la Russie et totalement indépendante d'elle sur le plan énergétique, ne peut pas voir sa sécurité dans des termes comparables à ceux de la Pologne. Le seul point sur lequel convergent tous les Européens est celui qui consiste à dire que la solidarité politique nécessaire entre eux face à de nouveaux défis n'implique pas de nouveaux abandons de souveraineté. Tout le monde en Europe est d'accord pour développer une politique énergétique commune. Mais personne n'envisage que la construction de celle-ci passe par un accroissement des pouvoirs de Bruxelles.

Cette réalité d'un monde où la géopolitique classique retrouve tous ses droits, au point de nous placer plus dans une logique qui

fut celle du XIX^e siècle que du XXI^e siècle, est d'autant plus préoccupante qu'elle affecte l'ensemble du système international et plus seulement le sous-système européen. La conséquence la plus importante de la mondialisation se situe en effet dans la réémergence de grands États-nations qui, pour des raisons historiques et morphologiques, pensent davantage à réaffirmer leur souveraineté qu'à la partager avec d'autres. Pour eux, l'interdépendance est un vecteur de maximisation de la puissance nationale et non de dissolution de celle-ci. Et il ne fait guère de doute que cette nouvelle donne n'arrange pas les affaires de l'Europe. Dans l'hypothèse d'une aggravation de ses rapports avec la Russie, elle se retrouverait dans une situation de dépendance stratégique. Plus généralement, l'Europe n'a pas intérêt au retour d'un *balance of power* planétaire précisément parce que, n'étant pas un État, elle n'a pas avantage à se plier aux jeux des « monstres froids » nationaux. L'Europe est porteuse d'une narration du monde, d'un *storytelling* planétaire qui privilégie l'interdépendance et la norme au détriment de la *Realpolitik* et de la force. L'enjeu pour elle aujourd'hui n'est pas tant de renoncer à l'une au profit de l'autre, mais de conserver l'une sans négliger l'autre.

Ces difficultés réelles et croissantes rencontrées par l'Europe rendent-elles pour autant sans objet l'analyse de la « puissance européenne » ? Non. D'une part, parce qu'il existe des fragments d'action collective européenne qui ont une influence non négligeable sur le reste du monde. D'autre part, parce que si les contraintes de la géopolitique sont essentielles, elles ne sont pas exclusives.

La réalité du monde n'est pas unidimensionnelle. Et c'est précisément à cette lecture pluridimensionnelle du monde et de ses enjeux que ce livre convie ses lecteurs. Car c'est par rapport à cette réalité du monde qu'il faut essayer de penser la puissance européenne. Une puissance par définition énigmatique puisqu'elle ne

répond ni aux formes traditionnelles d'un État ni à celles d'une simple organisation internationale. À partir de là, ce livre essaiera de répondre à quatre questions.

La première porte sur le sens de la puissance européenne. S'agit-il d'une puissance en trompe-l'œil, d'une simple puissance civile, ou d'une grande puissance en gestation à laquelle il faudrait simplement laisser du temps pour se faire ? Notre hypothèse consiste à dire que l'Europe ne sera pas une grande puissance tant qu'elle ne sera pas la garante ultime de sa sécurité. Aussi, tant que la politique de défense de l'Union européenne ne s'attaquera pas à ce problème, son sens restera inchangé. C'est pourquoi on peut raisonnablement penser que l'Europe restera un *soft power*, mais un *soft power* qu'il faudra prendre au sérieux. Il faut le prendre au sérieux car il dispose d'une gamme d'instruments normatifs non négligeables dont le reste du monde a clairement pris conscience. En Asie, en Amérique latine et même aux États-Unis, on en vient à présenter l'Europe comme un « empire normatif » qui chercherait à obtenir par la norme ce que les autres chercheraient à arracher par la force. La capacité de l'Union à prendre la tête de la lutte contre le changement climatique et à imposer de fait cet objectif en haut de l'agenda mondial illustre assez bien ce pouvoir normatif trop souvent négligé¹.

Si donc une puissance n'a pas la force pour se faire entendre, de quels instruments dispose-t-elle donc ? Ce sera là notre seconde hypothèse, celle qui consiste à penser que ce qui fonde la puissance européenne, c'est ce que nous appelons la *préférence pour la norme*.

1. Zaki Laïdi, « A Normative Empire. The Unintended Consequences of European Power », Garnet Policy Brief, 6, février 2008 (disponible sur le site <http://www.garnet-eu.org/>).

Une fois définis les contours de la puissance européenne, nous tenterons de montrer en quoi le modèle européen de la préférence pour la norme se trouve aujourd'hui confronté à la résistance des souverainetés politiques des États, des États-Unis, de la Chine ou de la Russie.

Enfin nous terminerons sur les implications que la préférence européenne pour la norme peut avoir sur le système mondial. Deux voies sont envisageables. La première consiste à penser qu'avec la montée de nouvelles puissances comme la Chine ou l'Inde, le jeu mondial aura tendance à se reconstituer autour d'un jeu interétatique classique où la *Realpolitik* l'emportera sur la régulation par la norme. Dans cette hypothèse, il y aurait une véritable course de vitesse entre l'Europe et le reste du monde. L'Europe cherchant à normer le système mondial, les autres puissances à retarder ou à ébrécher ce système normatif. Les conséquences de cette compétition seraient évidemment considérables. Car, soit l'Europe la gagne, et son modèle en sortira renforcé ; soit l'Europe la perd, et c'est son modèle qui en pâtira, incitant les États européens les plus puissants à tenter leur chance individuellement dans un grand marchandage géopolitique. Dans le cas extrême, le projet européen se défera alors de lui-même sauf, peut-être, dans le domaine marchand dont le fonctionnement transnational ne gêne pas les théoriciens de la *Realpolitik*.

Pour contrer cette éventualité qui pourrait lui être fatale, l'Europe pourrait alors être tentée de forcer le destin en allant vers ce que nous appelons une constitutionnalisation de l'ordre mondial. La norme serait non seulement mondiale mais garantie juridiquement. Ce serait la réponse logique face au retour de la *Realpolitik* mondiale.

Pourtant, si l'Europe a tout à perdre d'un retour en force de la *Realpolitik*, elle n'a rien à gagner d'une constitutionnalisation de

l'ordre mondial. Car constitutionnaliser l'ordre mondial, c'est d'une certaine façon chercher à tirer par la norme l'essence même du politique. C'est l'analyse que font aujourd'hui les Américains. Cette analyse, l'Europe n'a pas à la partager, mais elle ne peut l'ignorer. Non seulement parce que les États-Unis comptent, mais parce que le rapport entre norme et politique pose problème, y compris en Europe. D'où la nécessité de traverser une ligne de crête qui évitera à l'Europe de retomber dans le piège où elle est historiquement tombée (la *Realpolitik*), tout en évitant de succomber à une autre tentation à laquelle elle n'a pas non plus historiquement résisté : confondre la défense de ses intérêts avec ceux de la morale universelle.

Chapitre 1 / UNE PUISSANCE BIEN PARTICULIÈRE

L'Europe peut-elle être une grande puissance ? Cette interrogation centrale soulève à son tour deux nouvelles questions : est-il concevable qu'un acteur politique qui n'est pas un État – même s'il cherche à s'en voir reconnaître le statut de fait, notamment dans les instances internationales – puisse accéder au rang de grande puissance ? Plus fondamentalement encore, y a-t-il compatibilité entre le projet européen et l'idée même de puissance¹ ? Or comme on le verra, ces questions sont essentielles. Mais le fait qu'on se les pose à propos de l'Europe et non de la Chine, de l'Inde, du Brésil ou de la Russie montre bien qu'il existe une spécificité européenne. Celle-ci est double. D'une part, parce que la forme politique de l'Europe est inédite – ce n'est pas un État, même fédéral, et rien n'indique qu'il en prenne le chemin. D'autre part, parce que, qu'on le veuille ou non, la philosophie du projet européen est historiquement dominée par le refus de la puissance : « La coopération entre les nations, écrit Jean Monnet, ne résout rien. Ce qu'il faut chercher, c'est une fusion des intérêts européens et non pas simplement l'équilibre de ces intérêts². » Il y a dans cette définition même la volonté explicite de dépasser le traditionnel équilibre des puissances, que les Européens ont d'ailleurs inventé, et l'ambition de faire émerger un intérêt européen supérieur à la somme des intérêts nationaux. Il y a aussi dans cette ambition un projet politique européen inédit dans l'histoire

1. *C'est le problème qu'avait soulevé Hedley Bull dans son article « Civilian Power Europe : A Contradiction in Terms ? », Journal of Common Market Studies, 21 (1-2), juin 1997, p. 149-171.*

2. *Jean Monnet, Mémoires, Paris, Fayard, 2004, p. 371.*

moderne puisqu'il ne s'agit ni de détruire l'autre ni de le dominer, mais de transcender les intérêts et les identités nationales au nom d'un intérêt supérieur qui serait non pas seulement proclamé ou revendiqué mais créé et garanti par des institutions communes. L'énigme de la puissance européenne, c'est donc à la fois le refus de la puissance au sens classique et la difficulté croissante de s'y soustraire dans un monde où le refus de la puissance est perçu ou vécu comme une impuissance. Et c'est donc à l'examen de cette tension inévitable qu'il convient de s'atteler.

Qu'est-ce qu'une grande puissance ?

Avant de parler de grande puissance, il nous faut avant tout parler de puissance.

Dans son acception classique, la définition de la puissance renvoie au pouvoir qu'a un acteur A de contraindre un acteur B à agir dans un sens qu'autrement il n'aurait pas pris³.

Cette définition de la puissance renvoie à son tour à trois facteurs : l'intentionnalité, le conflit et la domination⁴. Cela signifie qu'une puissance doit avoir des objectifs visant à contraindre d'autres acteurs (intentionnalité), que ces objectifs entrent en contradiction avec ceux des autres acteurs (conflit), mais que, pour parvenir à ses fins, la puissance A dispose de ressources plus importantes que la puissance B pour la contraindre (asymétrie). Même si elle est trop simple pour prendre en compte des réalités toujours

3. Robert Dahl, « *The Concept of Power* », *Behavioral Science*, 2 (3), 1957, p. 201-215.

4. Michael Barnett et Robert Duvall, « *Power in International Politics* », *International Organization*, 59 (1), 2005, p. 39-75.

plus complexes, cette définition a le mérite de la clarté et de la simplicité. Il est donc intéressant de voir dans quelle mesure la puissance européenne entre dans cette définition.

Sur l'intentionnalité de la puissance, les choses ne sont pas claires. L'Union européenne, comme ses États membres, a par rapport au monde une intention en ce qu'elle construit un rapport au monde par le simple fait qu'elle interagit avec d'autres acteurs. On reviendra plus loin sur les contenus de cette intentionnalité, parfois explicite, souvent implicite. Mais on peut dire à ce stade de notre raisonnement que cette intentionnalité ne se veut nullement dominatrice, au sens par exemple où elle ne vise pas à maintenir l'Europe à un rang en empêchant d'autres de la rattraper. C'est une intentionnalité qui veut évacuer le rapport de forces et la confrontation, même si, comme on le verra, l'Europe n'échappe ni à l'un ni à l'autre.

De fait, les modalités de la puissance européenne reposent moins sur des principes intentionnels que sur les conséquences inattendues de son action⁵. Autrement dit, pour comprendre la puissance européenne, il faudrait moins s'intéresser aux intentions qu'elle exprime qu'aux conséquences que son action exerce sur l'ordre mondial⁶, ce qui veut dire que l'on peut dégager de la puissance sans l'intention d'en produire.

Du coup, si l'on aborde la puissance européenne sous l'angle de l'action non intentionnelle, les deux autres paramètres s'en trouvent amoindris. Certes, l'Europe peut se trouver en conflit avec d'autres acteurs sur bon nombre de sujets. Mais ce conflit n'est pas

5. Peter Bachrach et Morton Baratz, « *The Two Faces of Power* », *American Political Science Review*, 56 (4), décembre 1962, 947-952.

6. Zaki Laïdi, « *The Normative Empire* », art. cité.

au cœur de la définition stratégique de l'Europe. Bien au contraire, tout sera fait pour minimiser, occulter ou prévenir cette donnée.

Enfin, l'asymétrie ne sera jamais revendiquée ou reconnue même si c'est le propre d'une puissance que d'agir ainsi. Elle sera, pour ainsi dire, intégrée à un discours sur l'interdépendance faite d'obligations réciproques. Dans certains cas, cette asymétrie occultée sera parfaitement acceptée par les partenaires de l'Europe, car les bénéfices attendus de cette asymétrie seront considérés comme tangibles. C'est, au fond, le cas de tous les pays rejoignant l'Union européenne pour qui la reprise inconditionnelle de l'acquis communautaire a pour contrepartie le bénéfice de l'adhésion. Une contrepartie d'autant mieux acceptée qu'une fois l'adhésion obtenue, les mécanismes de contrôle de conformité aux règles européennes peuvent se relâcher sans que l'Union dispose de réels moyens de coercition envers les contrevenants⁷.

Mais cette asymétrie assumée par les dominés ne vaut que pour les futurs membres de l'Union. Ceux à qui cette perspective n'est pas ouverte se comportent différemment. Les États ayant les moyens de résister ou de s'opposer à l'Europe le montreront : c'est le cas de la Russie. Quant aux autres, ils biaiseront ou négocieront selon les domaines ou les configurations.

Supposons donc que l'Europe constitue une puissance dont les actions ont des conséquences, même non intentionnelles, sur les autres acteurs du système international. Est-elle pour autant une grande puissance ? Probablement pas. Non pas parce qu'elle ne disposerait pas de la force militaire – comme on le dit trop souvent – mais parce que, fondamentalement, *les Européens ne se vivent pas et ne se voient pas comme les garants ultimes de leur sécurité*. C'est pour cela que l'Europe ne peut pas être considérée

7. The Economist, 24 avril 2008.

comme un *hard power*. En effet, une grande puissance est avant tout une puissance qui se considère d'abord comme la garante ultime de sa sécurité, ce qui est le cas de tous les autres grands acteurs comme les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde, voire le Brésil. Dire cela ne signifie pas que tous ces États disposent des moyens effectifs d'assurer leur sécurité, encore que leur morphologie y contribue fortement. Il s'agit en effet d'États très vastes pouvant difficilement se prêter aux conquêtes territoriales, et ceci à la différence de l'Europe qui ne dispose pas de cette profondeur territoriale⁸. Cela signifie que ces États se représentent le monde « comme si » il leur incombera toujours d'assurer la responsabilité ultime de leur sécurité. Or, le fait de se penser comme le garant ultime de sa propre sécurité a des conséquences incommensurables sur le regard qu'un acteur porte sur le monde et que, par miroir, le monde porte sur lui.

Être le garant ultime de sa propre sécurité, c'est s'interroger en permanence sur les conditions de sa survie existentielle, sur les situations extrêmes qui pourraient la mettre en jeu, sur l'imbrication étroite des différentes dimensions de la puissance que sont la puissance politico-militaire, la puissance économique et la puissance identitaire comprise au sens d'idées et de valeurs auxquelles une collectivité humaine rattachera sa survie. Être une grande puissance, c'est estimer le fait que « l'ordre mondial », avec ses codes et ses règles, peut un jour ou l'autre entrer en contradiction avec

8. Des six grands ensembles, seule l'Inde, avec 3,2 millions de km² est légèrement moins étendue que l'Union européenne (3,9 millions de km²). Mais la configuration des deux ensembles est très différente. Les superficies des autres ensembles sont de 17 millions de km² pour la Russie, 9,6 millions pour les États-Unis, 9,5 millions pour la Chine et 8,5 millions pour le Brésil.

sa propre survie, ce qui implique, dans cette hypothèse, soit de sortir du jeu, soit d'en modifier les règles.

Être une grande puissance, c'est aussi intégrer le fait que sa survie se joue presque quotidiennement. Prenons un exemple que l'actualité la plus récente nous suggère. Nous assistons depuis maintenant quelques années à un retour de la question énergétique. La montée en puissance de la Chine mais également de l'Inde, doublée de la traditionnelle demande américaine, entraînent un accroissement de la demande et par là même des prix. Du coup, tous ces pays essaient de construire de véritables stratégies d'approvisionnement énergétique. Tout ceci peut, d'une certaine façon, apparaître naturel et fort banal. À ceci près qu'un pays encore plus dépendant que l'Inde et la Chine en matière énergétique comme le Japon n'agit pas du tout de la même manière. Il ne dispose d'aucune grande compagnie pétrolière et conduit une politique d'approvisionnement très passive qui le maintient en position de très forte dépendance vis-à-vis du pétrole du Moyen-Orient. Mais il ne recherche aucun accompagnement politique à cette situation. Sa dépendance pétrolière est vécue comme une simple contrainte qui l'incite à faire profil bas au Proche-Orient.

Qu'est-ce que cela nous dit sur le rapport à la puissance ? L'enseignement est fondamental. Le Japon s'efforce de manière délibérée de ne pas transformer sa sécurité énergétique en question politique, car il associe profondément la recherche « agressive » de pétrole à la guerre. Tokyo a attaqué Pearl Harbour quand les États-Unis suspendirent leurs exportations. Au regard de son histoire, Tokyo associe la quête du pétrole au recours à la force. Il n'est donc pas disposé à traiter sa sécurité énergétique en termes politiques ou stratégiques⁹. La démarche de l'Europe est différente de

9. Financial Times, 27 juin 2005.